

Convention collective départementale

IDCC : 1967 | **INDUSTRIES DES MÉTAUX**  
**(Bas-Rhin)**  
**(4 avril 1996)**

*(Bulletin officiel n° 1997-4 bis)*

*(Étendue par arrêté du 25 juin 1997,*

*Journal officiel du 5 juillet 1997)*

### **Accord de méthode du 26 janvier 2022**

relatif aux négociations territoriales visant à la mise en œuvre  
de la nouvelle convention collective nationale  
(Bas-Rhin)

NOR : ASET2250400M

IDCC : 1967

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**UIMM Alsace,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**CFE-CGC Vosges ;**

**Métallurgie CFTC Bas-Rhin ;**

**US FO Métallurgie Bas-Rhin ;**

**CFDT Métallurgie Alsace,**

d'autre part,

### **Préambule**

Partant du constat que le système conventionnel de la branche n'était plus adapté à la réalité des métiers et des environnements de travail, ni aux attentes des entreprises et des salariés en matière de qualité de vie et des conditions de travail, l'UIMM nationale et les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national ont pris, en 2016, leurs responsabilités, pour répondre à ces nouveaux défis.

Les partenaires sociaux ont ainsi engagé une négociation nationale, destinée à moderniser le dispositif conventionnel de la branche, en substituant, à l'ensemble des conventions collectives territoriales et à l'ensemble des accords nationaux, une seule convention collective nationale, incluant un système de protection sociale et une grille de classification unique totalement inédite, applicable à tous les salariés.

L'accord national du 29 septembre 2021 tel que modifié par avenant du 21 décembre 2021 a prévu de nouvelles étapes spécifiques accompagnant la mise en œuvre opérationnelle de la négociation de l'évolution du dispositif de branche de la métallurgie.

À l'occasion du bilan national portant sur la teneur des constats partagés opéré en décembre 2021, les partenaires sociaux de la branche attachés au dialogue social territorial et convaincus que l'équilibre doit être apprécié territorialement, entendent favoriser la négociation au niveau territorial tout en étant soucieux de préserver l'équilibre du dispositif conventionnel négocié par eux.

Au niveau de la métallurgie du Bas-Rhin, un constat partagé a été réalisé le 26 novembre 2021 mettant en lumière des différences entre les normes conventionnelles actuelles et futures.

Une première réunion s'est tenue le 26 janvier 2022 entre l'UIMM Alsace d'une part et les organisations syndicales représentatives d'autre part, afin de déterminer les modalités de mise en œuvre de la négociation territoriale qui aura pour objet de permettre l'entrée en vigueur de la nouvelle convention collective au 1<sup>er</sup> janvier 2024 sans qu'il ne subsiste de concours de normes au niveau territorial.

Les parties signataires ont ainsi arrêté les dispositions ci-après.

### **Article 1<sup>er</sup> | Champ d'application**

Le champ d'application du présent accord est identique à celui défini à l'article 2 des « Clauses communes » de la convention collective de l'industrie des métaux du Bas-Rhin du 18 janvier 1954.

### **Article 2 | Mesures spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés**

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés, visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

### **Article 3 | Objet de la négociation**

Dans le prolongement de ce qui est décrit au présent préambule, et afin de ne pas aboutir à un concours de normes conformément à la volonté des partenaires sociaux au plan national, la présente négociation a pour objectif de permettre l'entrée en vigueur des dispositions nationales nouvellement négociées au 1<sup>er</sup> janvier 2024 (ou par exception au 1<sup>er</sup> janvier 2023 pour la protection sociale complémentaire) pour la métallurgie du Bas-Rhin en mettant les dispositions conventionnelles territoriales en conformité avec l'objectif poursuivi.

Une négociation loyale prenant en compte les intérêts respectifs tant des entreprises que des salariés est nécessaire pour aboutir à la solution la plus adaptée à notre territoire.

Les parties s'accordent sur le fait que les thèmes et dispositions abordés dans le cadre du socle commun défini au niveau national ne peuvent faire l'objet d'une nouvelle négociation sur le plan territorial.

### **Article 4 | Composition des délégations patronale et syndicales**

Chaque délégation syndicale sera composée de 4 représentants maximum pour chacune des organisations syndicales représentatives de salariés dans le champ géographique de la convention collective de l'industrie des métaux du Bas-Rhin.

L'organisation syndicale représentative telle que visée ci-dessus, si elle le souhaite, pourra désigner, parmi ses 4 membres appelés à la représenter, un conseil de son organisation départementale.

La délégation patronale sera composée d'un nombre de représentants patronaux au plus égal au nombre total des membres des organisations syndicales de salariés.

Elle comprendra des membres du conseil d'administration de l'UIMM Alsace, le délégué général et deux juristes de l'UIMM Alsace.

## **Article 5 | Calendrier**

Les parties signataires ont convenu du calendrier ci-dessous selon un rythme d'environ une réunion toutes les 4 semaines.

Toutefois, si les parties signataires en ressentent le besoin, elles pourront, en cas de nécessité et d'un commun accord, modifier les dates initialement convenues ou rajouter des réunions de négociations sans toutefois avoir pour effet de reporter le terme du présent accord.

■ Réunion 1 : lundi 21 février 2022 14H00.

■ Réunion 2 : mardi 22 mars 2022 14H00.

■ Réunion 3 : mardi 19 avril 2022 14H00.

■ Réunion 4 : mardi 31 mai 2022 14H00.

## **Article 6 | Déroulement des réunions de négociation**

Les réunions se tiendront dans les locaux de l'UIMM Alsace sis au 6, rue Ettore-Bugatti à Eckbolsheim.

Toutefois, si les conditions sanitaires actuelles venaient à se dégrader empêchant ainsi la tenue des réunions en présentiel, les réunions pourraient se tenir en distanciel, conformément aux recommandations des autorités publiques.

L'invitation et les documents relatifs à chaque réunion seront transmis par le secrétariat de l'UIMM Alsace à ses membres par courrier électronique au moins 8 jours calendaires avant la tenue de celle-ci.

En conséquence, il appartient à chaque organisation syndicale représentative de communiquer au secrétariat de l'UIMM Alsace une adresse mail valide et de l'informer de toute modification de cette dernière.

## **Article 7 | Moyens spécifiques octroyés par l'UIMM Alsace**

### **Article 7.1 | Autorisations d'absence pour la participation aux réunions**

Conformément aux dispositions de l'article 9 des « Clauses Communes » de la convention collective de l'industrie des métaux du Bas-Rhin, les salariés participant à une commission paritaire décidée entre organisations syndicales d'employeurs et de salariés, bénéficient d'une autorisation d'absence dont le temps de travail perdu du fait de leur présence aux réunions de ladite commission sera payé par l'employeur.

Les frais exposés par les salariés siégeant dans ces commissions sont pris en charge conformément aux dispositions précitées.

### **Article 7.2 | Réunions préparatoires**

Compte tenu des enjeux découlant de la présente négociation, les parties signataires reconnaissent la nécessité de pouvoir préparer les réunions de négociations.

Pour se faire, les salariés appelés à participer aux réunions de négociation bénéficieront d'une autorisation d'absence rémunérée de 2 heures par réunion préparatoire. Ce volume d'heures bénéficiera exclusivement aux 4 membres visés à l'article 4 du présent accord.

Afin de ne pas alourdir les charges pesant sur les entreprises, la rémunération du salarié concerné lui sera versée par son employeur aux échéances habituelles de paie et sera remboursée par l'UIMM Alsace à l'employeur sur justificatif de ce dernier.

Pour chaque réunion préparatoire, le membre d'une organisation syndicale ayant participé à ladite réunion remettra à son employeur une attestation dont le modèle est annexé au présent accord.

L'employeur du salarié concerné adressera à l'UIMM Alsace une facture en joignant l'attestation du salarié et une copie du bulletin de paie de ce dernier ou tout autre justificatif de l'entreprise.

#### **Article 8 | Durée et entrée en vigueur**

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée.

Il entre en vigueur le lendemain de son dépôt auprès des services compétents du ministère du travail, à l'issue du délai d'opposition prévu aux articles L. 2232-6 et suivants du code du travail.

Il expire le 31 juillet 2022.

#### **Article 9 | Révision**

Le présent accord peut être révisé à tout moment pendant sa période d'application, par accord collectif conclu sous la forme d'un avenant.

Les organisations syndicales de salariés et professionnelles d'employeurs habilitées à engager la procédure de révision sont déterminées conformément aux dispositions de l'article L. 2261-7 du code du travail.

#### **Article 10 | Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé auprès des services du ministre chargé du travail, ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Strasbourg, dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail.

Conformément à l'article L. 2231-5-1 du code du travail, le dépôt comprendra également une version anonyme du présent accord au format Word.

#### **Article 11 | Extension**

Compte tenu de la nature même du présent accord, les parties signataires estiment que l'extension dudit accord ne se justifie pas.

*Fait à Eckbolsheim, le 26 janvier 2022.*

(Suivent les signatures.)

## **Annexe** Modèle d'attestation à compléter par le salarié en vue du remboursement de son employeur par l'UIMM Alsace

**1 feuille par participant**

**Document à retourner à votre employeur (service RH)**

**en vue du remboursement de l'absence rémunérée pour les réunions préparatoires**

**Cf. article 7-2 de l'accord de méthode du 26 janvier 2022.**

- Réunion préparatoire à la réunion de négociation du :
- Date de la réunion préparatoire :
- Organisation syndicale :
- Nom et prénom du participant :
- Nom de l'entreprise :
- Adresse complète de l'entreprise :
- Fait à... , le... ..... Signature du participant

### **Note à destination de l'entreprise**

Dans le cadre de la négociation territoriale relative à la mise en œuvre de la nouvelle convention collective nationale de la métallurgie qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024, votre salarié(e) a participé à une réunion préparatoire aux réunions de négociations.

Selon l'accord de méthode du 26 janvier 2022, signé entre l'UIMM Alsace et les organisations syndicales, il est prévu dans l'article 7-2 une autorisation d'absence rémunérée de 2 heures par réunion préparatoire prise en charge par l'UIMM Alsace (salaire brut + charges patronales).

Nous vous remercions de faire parvenir votre facture, accompagnée du présent document et de la copie du bulletin de paie de votre salarié ou tout autre justificatif à : UIMM Alsace, service financiers, 31, rue François-Spoerry, 68100 Mulhouse.

- Éléments obligatoires à faire figurer sur votre facture :
  - réunion préparatoire à la réunion de négociation du ... ;
  - date de la réunion préparatoire : ... ;
  - nom du salarié : ... ;
  - taux horaire brut de ... ;
  - montant des charges patronales correspondant à 1 heure : ....

- Pour tout renseignement, vous pouvez contacter :

Sandra Gross, directrice administrative et financière, téléphone : 03.68.47.90.00 ou [sandra.gross@uimm-alsace.fr](mailto:sandra.gross@uimm-alsace.fr).